



Syrie :
en finir avec une
guerre sans fin

Michel Duclos

*Il n'est désir plus naturel
que le désir de connaissance*

L'AUTEUR

Ancien élève de l'ENA, **Michel Duclos** a été directeur adjoint du Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères (1984-1987), ambassadeur au COPS à Bruxelles de 2000 à 2002, représentant permanent-adjoint de la France auprès des Nations Unies de 2002 à 2006, ambassadeur de France en Syrie de 2006 à 2009, puis en Suisse de 2012 à 2014.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis 2011, la Syrie est le théâtre d'une terrible guerre ayant causé la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes et le déplacement de millions de réfugiés. D'une guerre civile, ce conflit a rapidement pris une dimension régionale, les principales puissances moyen-orientales s'y opposant à des degrés divers. La guerre syrienne doit également se comprendre sous le prisme d'une opposition Est-Ouest, renforcée depuis l'intervention militaire russe de 2015. L'émergence d'une terrible menace djihadiste sur le territoire syrien – représentée principalement par le Front al-Nosra (branche syrienne d'al-Qaïda) et l'État Islamique (EI) – a considérablement modifié l'équation politique du pays et rendu moins plausible l'hypothèse d'un départ de Bachar el-Assad. Afin de proposer une stratégie efficace pour la France, l'Europe et le camp occidental, il est nécessaire de faire un diagnostic précis des causes de ce conflit, de son évolution au cours des dernières années et des changements géopolitiques récents. Une fois cette analyse menée, la présente note entend proposer une stratégie afin de permettre une résolution du conflit et d'engager le pays sur la voie d'une reconstruction politique durable.

A. Trois clés de lecture pour analyser le conflit

- 1. Le régime de Bachar el-Assad est parvenu avec succès à diffuser à l'opinion publique mondiale son explication et sa lecture du conflit.** Selon lui, cette guerre n'est que l'alternative binaire entre un régime légitime et une menace islamiste et djihadiste soutenue depuis l'étranger. La plus grande défaite de l'opposition est d'avoir perdu cette « guerre des récits ». La lecture du régime semble moins pertinente à mesure que sa propre survie dépend de plus en plus des milices syriennes ou étrangères et qu'il bénéficie de la fragmentation de la rébellion nationaliste.
- 2. Le caractère confessionnel du conflit résulte moins de la démographie diverse de la Syrie (72 % d'arabes sunnites, 10 % d'alaouites, le reste constitué d'autres communautés) que de l'impact des interventions extérieures.** L'engagement du Hezbollah et de l'Iran a ainsi entraîné à partir du début de l'année 2013 un afflux de financements des groupes rebelles islamistes par les pays du Golfe. Au même moment, l'État Islamique (EI) et le Front al-Nosra se sont imposés sur le terrain.

Le phénomène de confessionnalisation du conflit a été renforcé par la réticence occidentale, et principalement américaine, à recourir à la force armée. En effet, en n'intervenant pas de manière décisive dans le conflit, le camp occidental a conforté le régime dans sa stratégie de destruction de l'opposition. De même, faute d'un soutien effectif, la rébellion nationaliste s'est fragmentée et une partie a rejoint les rangs du djihadisme.

3. Sur le plan diplomatique, le régime a été encouragé dans son intransigeance par le soutien constant de la Russie. A l'inverse, le soutien de l'opposition par les puissances occidentales s'est érodé au fil des années.

B. L'avenir de Bachar el-Assad à la tête du pays est une question fondamentale

- Depuis le début du conflit, le régime de Bachar el-Assad :
 - s'est rendu coupable d'une brutalité constante ;
 - a conduit une tactique d'injection du terrorisme islamique au sein de la rébellion ;
 - s'est appuyé sur l'Iran, la Russie et le Hezbollah.

Cet état de fait témoigne d'un « logiciel bloqué ». Bachar el-Assad et le clan avec lequel il gouverne reproduisent des méthodes typiques du régime depuis des décennies.

- Au cours du conflit, Bachar el-Assad a révélé son vrai visage, qui est loin d'être celui d'un réformiste modernisateur. Il a aussi confirmé aux yeux des Syriens sa subordination à Téhéran.
- Dans ces conditions, aucune stabilisation réelle ne peut intervenir sans l'éviction de Bachar el-Assad et de ses principaux associés. Cela est d'autant plus vrai qu'il est probable que le régime estime actuellement avoir besoin que la guerre se poursuive pour se maintenir.
- La matrice sécuritaire et mafieuse du régime de Bachar el-Assad rend l'éviction de son leader à la fois nécessaire et difficile. Ce départ ne peut être possible que par de fortes pressions extérieures, ou doit s'inscrire dans une transition négociée. Cette seconde hypothèse paraît cependant antinomique avec la nature même du régime.

C. La chute d'Alep en décembre 2016 et les frappes américaines du 6 avril dernier ont représenté deux tournants importants dans l'histoire du conflit

- La chute d'Alep, l'affaiblissement de la rébellion nationaliste et le retournement stratégique turc (dont la priorité est actuellement l'endigement des forces kurdes et non l'engagement d'un processus de transition politique à Damas) ont permis à la Russie d'avancer une proposition de cessez-le-feu sous parrainage russo-turco-iranien. Un tel scénario de règlement politique préservant *de facto* le régime d'Assad a paru près d'aboutir au début de l'année 2017. Une « paix russe » paraissait alors l'issue la plus probable du conflit.

Ce projet s'est toutefois heurté à des résistances du régime qui y voit le risque de ne pas pouvoir à terme recouvrer le pouvoir sur la totalité du territoire et de l'Iran qui souhaite le succès de Bachar el-Assad. La campagne du candidat Donald Trump et ses premières déclarations en tant que Président ont pu laisser penser que les États-Unis accepteraient un maintien au pouvoir de Bachar el-Assad.

- Dans un second temps, l'administration Trump a fait le choix de redoubler d'efforts pour déloger l'EI de Raqqa, sa capitale en Syrie, puis a frappé les forces armées du régime le 6 avril 2017. L'affirmation d'un réengagement militaire des États-Unis dans le dossier syrien rend à présent possible la reprise d'un dialogue russo-américain, voire la possibilité d'un scénario de « pilotage russo-américain » du conflit.

L'engagement massif de l'Iran en Syrie demeure toutefois un obstacle majeur à une « paix russe » ou à une « solution russo-américaine ». Les Américains et leurs alliés régionaux ne peuvent consentir à un compromis que si les milices chiites patronnées par Téhéran se retirent. Or, l'engagement russe dans le pays et le régime d'Assad ont tous les deux besoin de l'action des milices chiites pour se perpétuer.

- S'agissant du combat contre l'EI, la libération de Raqqa n'a guère de sens si la gouvernance de la ville puis le contrôle du reste de la vallée de l'Euphrate reviennent au régime d'Assad. Dans un tel scénario, l'intervention américaine reviendrait à jouer pour le compte des intérêts iraniens.
- Dans ces conditions, le risque d'un scénario de partition du pays et de la poursuite d'une guerre sans fin est très élevé et est aggravé par :
 - la dérive sécuritaire du régime ;

- la résilience du terrorisme islamique et la concentration du Front al-Nosra dans la province d’Idlib ;
 - les changements démographiques en cours au profit des chiites dans certaines zones.
- Même si le conflit se poursuit à un niveau de violence moindre qu’actuellement, la persistance de l’instabilité aggravera la crise migratoire actuelle et assurera le maintien d’un terreau favorable au terrorisme.

D. Pour l’Europe, il est indispensable de rechercher les voies d’un vrai processus de stabilisation

- Une « fenêtre d’opportunité » pour une sortie de crise existe. Et ce pour quatre raisons :
 - la possible volonté russe de chercher un accord politique ;
 - le réengagement américain, s’il se révèle durable ;
 - l’évolution de l’équation régionale et la possibilité pour les états arabes d’être plus disposés à suivre Washington dans sa stratégie ;
 - la possible fin de l’EI qui permettra de recentrer les efforts des acteurs du dossier sur la recherche d’un règlement politique de la crise en Syrie.
- Les leçons des six dernières années doivent pousser les Occidentaux à assumer le recours à la force (contrairement à la politique menée par Barack Obama) en inscrivant celle-ci dans une stratégie politique.
- Si les actions menées par la coalition anti-EI conduisent à une asphyxie du régime et s’accompagnent d’un renouvellement de l’approche du processus de transition, la Russie sera alors l’acteur-clé pour convaincre le régime de négocier.

Nous proposons six lignes d’action pour trouver une solution à ce conflit :

- mener à bien l’offensive contre Raqqa puis la prise de contrôle de l’ensemble de la vallée de l’Euphrate ;
- constituer une force de stabilisation issue de la rébellion arabe sunnite ;

- insister dans les négociations sur l'absolue nécessité de l'instauration d'un cessez-le-feu ;
- crédibiliser la capacité de la coalition anti-EI à protéger les populations civiles ;
- intensifier le dialogue stratégique avec la Russie ;
- repenser le mécanisme de transition en orientant celui-ci vers un processus par phases, associant la société civile syrienne et impliquant les acteurs régionaux.

Dans la continuité de cette stratégie, le rôle de l'Europe doit être :

- d'accroître l'aide aux réfugiés ;
- de soutenir la reconstruction dans les zones libérées de l'EI ;
- de favoriser une évolution de la politique régionale de l'Iran pour trouver des solutions régionales permettant de soustraire la Syrie du futur à la confrontation entre chiites et sunnites (Iran/Arabie Saoudite).
- Depuis le début du conflit, la France ne s'est pas trompée de diagnostic et a eu raison d'exiger un départ de Bachar el-Assad. Elle n'a toutefois pas su trouver les leviers lui permettant d'être un acteur de première importance. Le contexte actuel lui permet de peser davantage si elle révisé à la hausse ses moyens de renseignement et ses capacités d'action.

À ces conditions, la France pourrait se proposer :

- d'aider les Américains par un travail diplomatique à arrêter une stratégie ambitieuse et réaliste ;
- d'intensifier le dialogue stratégique bilatéral avec Moscou ;
- de contribuer à une plus grande unité de vues et d'actions entre Européens (notamment entre Français et Allemands) ;
- de tirer parti de sa capacité de médiation entre les acteurs régionaux.

Le rôle de la France est d'agir en « défricheur » d'initiatives européennes notamment en direction de la Turquie et de l'Iran. Il lui appartient également de proposer une « vision » de ce que pourrait être un règlement politique du conflit et une paix durable dans le pays.

INSTITUT MONTAIGNE



IL N'EST DÉSIR PLUS NATUREL QUE LE DÉSIR DE CONNAISSANCE

Syrie : en finir avec une guerre sans fin

En Syrie, plus de six ans après le début de la guerre, l'espoir d'une paix réelle paraît faible. Le conflit s'est peu à peu transformé en une lutte à caractère confessionnel où s'opposent les principales puissances de la région. Mais les frappes américaines du 6 avril 2017 contre le régime de Bachar el-Assad pourraient relancer le dialogue russo-américain et permettre un règlement politique de la situation.

Pour ce faire, la France doit accompagner les États-Unis dans la définition d'une stratégie réaliste et ambitieuse, renforcer son dialogue stratégique avec la Russie, contribuer à une plus grande unité de vues et d'actions entre Européens et tirer parti de sa capacité de médiation entre les acteurs régionaux. Ce n'est que par un engagement renforcé de la France et de l'Europe que la Syrie pourra éviter le scénario catastrophe d'une guerre sans fin.

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine
notre actualité en vous abonnant
à notre newsletter sur :
www.institutmontaigne.org

Institut Montaigne

59, rue La Boétie - 75008 Paris

Tél. +33 (0)1 53 89 05 60 - Fax +33 (0)1 53 89 05 61

www.institutmontaigne.org - www.desideespourdemain.fr

Juin 2017